



PAC

PORTER A CONNAISSANCE

Risques naturels, risques industriels, défense incendie et sécurité routière doivent être au cœur des préoccupations des auteurs des documents d'urbanisme à qui il appartient de fixer les conditions d'un développement de l'urbanisation assurant la protection des personnes et des biens.

Le risque majeur est la possibilité d'un événement naturel ou créé par l'action de l'homme, dont les effets peuvent mettre en jeu la vie d'un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de notre société.

Un risque majeur est caractérisé par sa faible fréquence et par son énorme gravité. Son existence est liée à deux facteurs :

- d'une part à la présence d'un événement, qui est la manifestation d'un phénomène naturel ou anthropique ;
- d'autre part à l'existence d'enjeux, qui

représentent l'ensemble des personnes et des biens (ayant une valeur monétaire ou non) pouvant être affectés par ce phénomène.

Concrètement, l'élaboration du plan local d'urbanisme doit être l'occasion :

- ✓ d'améliorer la connaissance du risque en compléments des études réalisées par l'État.
- ✓ de procéder à un état des lieux de la défense incendie sur la commune,
- ✓ de procéder à un diagnostic sécurité routière,
- ✓ d'informer la population
- ✓ de fixer, à travers le zonage et le règlement du plan local d'urbanisme, des règles de construction interdisant l'augmentation des enjeux dans les zones à risque,
- ✓ programmer la réalisation d'équipements ou d'aménagements ayant pour objet de diminuer la vulnérabilité des zones exposées.

FICHE n° 4

Les Risques Naturels

Catastrophes naturelles

Les données ci-dessous sont extraites du portail internet de la prévention des risques majeurs ([lien vers prim.net](http://prim.net)) :

Inondations et coulées de boue

date événement : 08/05/1988 au 09/05/1988
arrêté de catastrophe naturelle du : 24/08/1988
 paru au Journal Officiel du : 14/09/1988

Inondations et coulées de boue

date événement : 23/07/1988 au 23/07/1988
arrêté de catastrophe naturelle du : 19/10/1988
 paru au Journal Officiel du : 03/11/1988

Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain

date événement : 25/12/1999 au 29/12/1999
arrêté de catastrophe naturelle du : 29/12/1999
 paru au Journal Officiel du : 30/12/1999

Inondations et coulées de boue

date événement : 02/07/2000 au 02/07/2000
arrêté de catastrophe naturelle du : 06/11/2000
 paru au Journal Officiel du : 22/11/2000

Inondations et coulées de boue

date événement : 04/05/2007 au 04/05/2007
arrêté de catastrophe naturelle du : 31/03/2008
 paru au Journal Officiel du : 04/04/2008

Inondations et coulées de boue

date événement : 14/07/2010 au 14/07/2010
arrêté de catastrophe naturelle du : 30/03/2011
 paru au Journal Officiel du : 06/04/2011

LES RISQUES

La commune n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques Naturels Inondation.

Inondation

La commune de Lévignen fait partie du bassin Seine Normandie.

Cette information est disponible sur le site de la Direction Régionale Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie d'Ile de France à l'adresse suivante : [lien vers DRIEE Ile de France](#).

Cavités souterraines et mouvements de terrain

Le Bureau de Recherche Géologiques et Minières (BRGM) a réalisé en octobre 2011 un inventaire des [cavités souterraines](#) du département de l'Oise.

Les informations concernant les cavités souterraines et les mouvements de terrain sont disponibles sur internet respectivement aux adresses [lien vers Géorisques](#) et [lien vers Géorisques_mouvements de terrain](#).

Aucune cavité souterraine n'a été recensée sur la commune.

Aucun mouvement de terrain n'a été recensé sur la commune.

Retrait gonflement des sols argileux

La commune de Lévignen n'est pas concernée par un retrait gonflement des argiles sur tout ou partie de son territoire. Cette information est disponible sur le site du BRGM à l'adresse suivante : [lien vers Géorisques_retrait gonflement des argiles](#)

Eolien

La commune de Lévignen n'est pas une commune dont le territoire est situé tout ou partie en zone favorable du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE) de Picardie, entré officiellement en vigueur le 30 juin 2012.

Les Risques technologiques

Les installations classées

La commune est concernée par un Plan de Prévention des Risques Technologiques.

1 établissement à risque soumis à autorisation, au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, est recensé sur cette commune (société Butagaz)

Cette information est disponible sur le site de la DREAL PICARDIE à l'adresse suivante : [lien vers les installations classées](#).

Les sols pollués

Les données ci-dessous sont extraites du site Basias (Inventaire historique de sites industriels et activités de service) à l'adresse suivante : [lien vers Basias](#). Ce site recense, de façon large et systématique, tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement.

9 sites ont été recensés sur le territoire communal.

La donnée ci-dessous est disponible sur le site de Basol à l'adresse suivante : [lien vers Basol](#). Ce site du ministère en charge des risques technologiques recense les sites et sols pollués appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif.

Aucun site n'a été recensé sur le territoire communal.